

16 juin 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant la communauté française, notamment sur les relations franco-tchèques dans le cadre de l'Union européenne, les réformes engagées en France et les Français à l'étranger, à Prague le 16 juin 2008.

Je vois avec plaisir que la pluie de Prague ne vous a pas fait fuir et je vous en remercie Mesdames et Messieurs, je voudrais vous dire combien Valérie Pécresse, Jean-Pierre Jouyet et moi-même sommes heureux d'être ici, à Prague, même si ce n'est que pour quelques heures. Je voudrais remercier d'abord notre ambassadeur et son épouse pour la qualité de son travail. Il y a pire que de vivre à Prague quand même. Mais enfin, c'est un péché d'envie, chacun l'a bien compris. On aimerait tous être à votre place et à sa place. Merci pour la qualité de votre travail. Je suis venu à Prague pour terminer la tournée des pays européens puisque, comme vous le savez peut-être, la France va prendre la Présidence de l'Union à partir du 1er juillet. J'ai voulu préparer avec soin cette Présidence en faisant la tournée des pays européens. Bien sûr, la République tchèque est un pays considérable. De surcroît, il y avait ce matin une réunion des pays de Visegrad avec la Pologne, avec la Slovaquie, avec la Hongrie. Ce fut l'occasion d'avoir un dialogue à quatre, plus la France.

Cela fait bien longtemps que je pense que la France n'était pas assez présente en Europe centrale. Qu'en Europe centrale, il y a bien sûr l'influence de la Russie, il y a bien sûr l'influence de l'Allemagne mais que la France avait sa carte à jouer, carte politique, carte économique, carte culturelle, carte linguistique, et que la France pouvait jouer cette carte à partir du moment où la France se souvenait de l'histoire de cette Europe divisée, et se mettait un peu à la place de nos amis qui pendant quelques décennies ont souffert du joug du marxisme, se sont trouvés du mauvais côté du mur et ont pensé non sans raison que nous, Européens de l'Ouest, on les avait laissés tomber. Pardon de le dire avec franchise. Mais cela explique beaucoup l'attitude des Européens de l'Est notamment dans leur relation avec les Etats-Unis d'Amérique.

La famille européenne a été divisée et la partie de la famille européenne qui s'est trouvée du mauvais côté du mur, s'est libérée seule grâce à des hommes comme Jean-Paul II auquel je ne cesserai de rendre hommage. Parce qu'ils ont fait énormément, à des hommes comme Walesa, à des hommes comme Vaclav Havel, à des hommes comme Geremek. Ils s'en sont sortis eux-mêmes. Ils attendent de leur entrée dans l'Europe politique la prospérité qu'ils sont en train d'acquérir grâce à leur travail, à leur intelligence, à leur inventivité et à leur jeunesse. Ils savent comment faire mais n'entendent pas rompre leurs liens avec les Etats-Unis d'Amérique parce qu'ils considèrent que les Etats-Unis sont garants, aussi, de leur sécurité. Voilà pourquoi la France a toute sa place à jouer si elle comprend cette psychologie qui fait qu'après avoir tant souffert comme ils ont souffert, on doit se mettre un peu à leur place et non pas simplement en situation de donner des leçons. Nous n'avons pas à donner des leçons.

Croyez bien que je ne le dis pas simplement parce que mon père vient d'Europe centrale parce que, même si ce n'était pas le cas, une lecture à peine attentive de l'histoire de ces cinquante dernières années devrait nous amener à comprendre un certain nombre de choses.

En même temps, je sens une demande de France parce que la France est membre permanent du Conseil de sécurité, parce que la France est une puissance nucléaire civile et militaire et parce que la France peut être une alternative. C'est la raison pour laquelle j'ai attaché tant de prix à faire la visite systématique de tous ces nouveaux membres de l'Union que sont les 80 millions d'Européens de l'Est qui nous ont rejoints. Je souhaite être à leur écoute, la France souhaite les aider et la France leur dit : "l'Europe a besoin de vous et pas simplement vous, vous avez besoin de l'Europe", ils le savent. Mais la France a besoin d'eux aussi. De leur jeunesse, de leur espérance, de leur appétit de vivre, de leur appétit de consommer, de leur appétit de voyager. Le Premier ministre tchèque me disait qu'il avait pu commencer à voyager à partir de la fin des années 80, début des années 90. Ce n'était pas possible avant. On a trop tendance à l'oublier. Ils sont capables de comprendre cela. Ils veulent recevoir ce message aussi.

Mes Chers Amis, ce déplacement prend d'autant plus d'importance, au moment où nos amis irlandais ont dit non et où, dans quelques mois c'est la République tchèque qui prendra la succession de la France à la tête de l'Union européenne. J'ai bien l'intention de travailler avec eux. J'ajoute que ce n'est pas la France qui a voté non en 2005 qui va faire la leçon à un pays comme la République tchèque où l'euro-scepticisme existe. Pas plus qu'à l'Irlande. Il faut essayer de comprendre. Il faut faire deux choses, me semble-t-il. D'abord éviter d'aggraver la crise. Dans un pays qui a dit "non", on va essayer de trouver des solutions mais il faut que le processus continue chez les autres. On trouvera des solutions. J'irai en Irlande et je parlerai avec les dirigeants irlandais. En même temps, il faut éviter que d'autres pays arrêtent le processus. Pour cela, il faut leur donner un peu de temps et bien accompagner les choses. Et puis, il faut qu'on comprenne qu'on doit construire l'Europe autrement, moins technocratique. Se préoccuper moins des sujets institutionnels - on ne va pas retomber dans dix ans de débats institutionnels - et plus des sujets concrets. Il faut une réponse européenne à l'augmentation du prix des matières premières. Il faut une réponse européenne à la politique de l'immigration. Il faut une réponse européenne à la préservation des équilibres de la planète, c'est le paquet climat/énergie. Il faut une réponse européenne à la question de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire en Europe. Il faut une réponse européenne, en complément de l'OTAN, à la sécurité de l'Europe. Voilà ce qu'on va essayer de faire, voilà ce dont nous avons parlé et voilà ce que nous sommes en train de construire.

Alors, on me dit : "ce n'est pas facile", cela c'est sûr. Cela serait facile, cela se saurait. D'ailleurs comment voulez-vous que ce soit facile de trouver des compromis intelligibles entre vingt-sept pays, aux cultures quand même assez différentes ? Il faut beaucoup d'effort, dans une famille, il faut des efforts pour se parler. L'Europe, c'est comme cela. En tout cas, c'est l'esprit dans lequel je conduirai la Présidence française de l'Union européenne.

En bilatéral, Valérie Pécresse a signé des accords, on a signé des partenariats dans les domaines économique, culturel, énergétique. Là aussi, j'ai eu grand plaisir à expliquer à nos amis tchèques du Parti Vert que nous partagions leurs préoccupations c'est-à-dire moins d'émission de gaz à effet de serre et que la France était le pays d'Europe qui produisait le moins de gaz à effet de serre. Pourquoi ? Parce qu'elle avait le nucléaire et qu'il me semblait difficile d'être, à la fois, pour qu'il y ait moins de gaz à effet de serre et moins de nucléaire et que cette cohérence là pouvait partager et pouvait rassembler la France et la République tchèque.

Enfin, Mes Chers Amis, je voudrais également vous dire tous mes remerciements parce que c'est grâce à des Français comme vous, à des Français de l'extérieur que la France a une vocation universelle.

La France est en train de bouger. On la fait bouger dans le calme. Ce n'était pas si évident. Franchement, il y a un processus de réformes qui a été engagé par le gouvernement, réformes qui ne s'arrêteront pas. Nous allons poursuivre l'effort de changement et l'effort de réformes. Parce que le monde bouge et que la France ne peut pas rester immobile. Ce n'est pas une question d'idéologie, ce n'est pas une question de droite, ce n'est pas une question de gauche, c'est une question de bon sens. Si le monde bouge et que la France veut rester parmi les grandes puissances du monde, la France doit bouger aussi. Elle doit se moderniser. On avait expliqué à

notre pays qu'en travaillant moins, cela irait mieux. C'est une curieuse idée. Je ne critique pas, je constate simplement que personne ne nous a piqué cette idée. Pour rester propriétaires, nous sommes restés propriétaires ! On est en train de moderniser la France. Je dois vous dire, en tant que président de la République, que j'ai besoin que vous, Français de l'extérieur, au contact avec le monde, vous disiez à vos familles, vos amis restés en France ce que vous voyez : de nouveaux pays qui ont envie de travailler, qui sont aussi intelligents que nous, aussi inventifs que nous, aussi talentueux que nous et qui veulent travailler plus que nous. Finalement, la leçon du monde d'aujourd'hui, c'est que personne n'est en première division définitivement. Personne n'est en seconde division définitivement non plus. Des pays qui n'ont pas de matières premières, des pays qui ont peu de population arrivent en première division. Des pays qui avaient l'habitude d'être au premier rang, régresseront s'ils ne font pas les mêmes efforts que les autres. Je n'ai pas été élu pour voir la France régresser mais pour voir la France progresser.

Voilà pourquoi on conduit ces changements, voilà pourquoi ces changements ne s'arrêteront pas. Voilà pourquoi non seulement je trouve qu'on ne va pas assez vite, mais il faudra sans doute que l'on donne un coup d'accélérateur. Quand on me dit : "mais alors toutes ces réformes ce n'est pas trop ?", j'aurais tellement aimé ne pas avoir à les faire. Mais, franchement, si cela avait été fait avant, cela aurait été plus simple après. En tout cas, je ne dirai pas que je ne touche pas à la formation professionnelle parce que l'on réforme l'hôpital, que je ne touche pas à l'Education nationale parce que l'on réforme la durée du temps de travail. Tout se tient. Soit on modernise complètement le pays, soit on ne le modernise pas.

La stratégie qui consistait à faire une réforme puis une autre est une stratégie très intéressante qui consiste à s'arrêter à la deuxième réforme. Nous, nous sommes déjà à la 62ème réforme. Donc le processus ne s'arrêtera pas. J'observe d'ailleurs qu'il n'y a pas plus de pression quand il y a 62 réformes que quand il y en a une. Même d'ailleurs quand il n'y en a pas du tout, il y a de la pression quand même. Donc tant qu'à faire, autant continuer.

Pour terminer, je voudrais vous dire que je pense bien aux Français de l'étranger. C'est un bonheur de vivre à Prague ou en République tchèque mais, en même temps, c'est une rupture avec vos amitiés, vos familles, votre quotidien. Bien sûr, que c'est une forme d'arrachement à chaque fois. Il y a toujours quelque chose qui m'a dérangé. Je n'ai jamais compris pourquoi lorsqu'on mettait ses enfants dans un établissement public en métropole, c'était gratuit et lorsqu'on le mettait dans un établissement public, le même, à l'étranger, c'était payant.

Dans un pays qui a d'inscrit "égalité" au frontispice de ses établissements publics, ce n'est pas normal. C'est la raison pour laquelle j'ai donc décidé que, dorénavant, les études seraient gratuites. J'ai choisi que l'on commence par la terminale, l'année prochaine ce sera la première. On me dit : "pourquoi avez-vous commencé par la terminale ?". Si j'avais commencé par la maternelle on m'aurait dit : "pourquoi avez-vous commencé par la maternelle ?". J'ai commencé par la terminale parce que je pensais que c'était l'année la plus chère. Puis il fallait bien commencer par quelque chose.

Je crois beaucoup au système et, chaque année, on rajoutera une année pour la rendre gratuite. Alors, cela a mis en rage tout le ministère des Affaires étrangères qui est totalement en désaccord avec cette politique. Le problème c'est que ce n'est pas eux qui décident. On me dit : "Vous savez, ils ne sont pas contents les Français, ils préféreraient un système de bourses". Pas moi. Je vais m'en expliquer. Avec le système de bourses, on est toujours trop riche pour être pauvre et trop pauvre pour être riche. Avec le système d'augmentation, on paye tous. Avec le système de bourses, cela ne marche jamais. On me dit : "oui mais cela pose un gros problème, cela amène les Français à payer alors que les nationaux qui scolarisent leurs enfants ne payent pas". Oui, mais je voudrais faire cette remarque, c'est que si les Français ne payent pas c'est parce qu'ils payent des impôts en France et qu'il n'est pas absurde qu'il y ait une différence entre un citoyen et quelqu'un qui ne l'est pas. On est tout à fait content d'accueillir nos amis tchèques pour apprendre le français mais il n'est pas absolument anormal que les Tchèques ou les autres nationalités d'ailleurs, n'aient pas le même statut que les nationaux. En tout cas, si vous n'en voulez plus de la gratuité, vous me le direz, mais il faudra le dire bien fort parce que moi je m'y étais engagé et je veux vraiment le faire.

J'ajoute une deuxième réforme à laquelle je tiens beaucoup. C'est celle qui consiste à faire des citoyens, des deux millions de Français qui vivent à l'étranger, des citoyens à part entière. Je n'ai jamais compris pourquoi vous aviez le droit de voter pour des élus qui, eux-mêmes, voteraient pour un sénateur et pas le droit de choisir un député qui vous représente pour que vous puissiez, aussi, lors des législatives donner votre voix.

Alors évidemment, cela fera des circonscriptions un peu plus grandes, et alors ? Je ne vois vraiment pas le problème. J'ai donc demandé - n'est-ce pas Jean-Pierre ? - que dans la réforme de la Constitution, il y ait un certain nombre de députés qui représentent les Français de l'étranger. Après tout, deux millions de Français vivent à l'étranger et ont le droit, eux aussi, d'être représentés, de donner leur opinion, de donner leur avis et d'avoir finalement au total un débat national qui soit moins microcosmique, un peu tourné vers l'extérieur.

Pour moi, les choses sont claires. Je voudrais que la France arrête de s'inspirer de tout ce qui ne marche pas, ce que nous avons assez largement expérimenté pour nous inspirer un peu de ce qui marche. Il y a quand même douze pays dans l'Union européenne qui ont le plein emploi. Il n'y a pas de raison que la France soit condamnée à avoir plus de chômeurs que les autres et moins de croissance que les autres. On a, avec Valérie Pécresse et Jean-Pierre Jouyet, enregistré les derniers résultats du chômage dans notre pays : 7,2 %. Cela fait vingt-cinq ans que l'on n'était pas si bons. C'est la preuve qu'en permettant aux gens de travailler un peu plus, on crée de la croissance, on crée de la richesse et donc on crée des emplois.

Franchement, je serais bien resté ce soir mais malheureusement cela ne sera pas possible.

Je voudrais vous dire que je garderai de cette rencontre, de cette visite à Prague, l'image d'une communauté française dynamique et puis de pays que l'on n'aurait jamais dû séparer de la famille et qui veulent être traités comme des pays de plain-pied, pas comme des pays de second rang et c'est tout à fait normal.

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite de poursuivre vos vies professionnelle, personnelle et familiale dans les meilleures conditions.

Il paraît que Prague sous le soleil c'est mieux, mais Prague, sous la pluie, c'est pas mal quand même !

Merci à tous.